

emplois. Encore une fois, aussi longtemps qu'ils continueront de l'affirmer, aussi longtemps je continuerai d'affirmer que telle n'est pas la fin de l'entreprise privée. J'ai déjà dit que l'accusation qu'on lui lance de ne pas procurer d'emplois tombe à faux, car elle n'a pas pour mission d'assurer l'embauchage. C'est là que nos amis les libéraux et les conservateurs se font prendre au piège des socialistes. Ils assument au nom de l'entreprise privée l'obligation de fournir des emplois; et ils savent fort bien que c'est impossible, que l'entreprise privée ne peut pas fournir du travail à toute la population à raison de huit heures ou plus par jour. Certes, l'expérience doit le leur avoir appris. Cependant, ils acceptent cette responsabilité; et quand la Fédération du commonwealth coopératif leur dit: "Voyez ce qui est arrivé avant la guerre. Nous avons l'entreprise privée; pourtant, voyez le chômage qui existait", mes honorables amis du parti conservateur et du parti libéral ne savent que répondre; ils essuient ces reproches sans sourcilier. Ils devraient répondre, mais ils ne le feront jamais tant qu'ils n'accepteront pas la réponse des Créditistes, que l'entreprise privée n'est pas responsable de l'embauchage. La seule fonction et le seul but de l'industrie, c'est de produire des denrées, qu'il faille un petit nombre ou un grand nombre d'heures-homme.

L'autre jour, j'ai consigné, au compte rendu une citation concernant les objectifs, sur ce sujet. Je le ferai de nouveau, et je continuerai de le faire tant que cette pensée n'aura pas pénétré l'entendement des honorables députés. Je cite le major Douglas encore une fois.

M. CAMPBELL: Qui est-il?

M. KUHL: Le major Douglas est un homme qui a concentré plus de réflexion, plus d'intelligence, plus de vision et plus de réalisme dans une phrase que l'honorable député en a mis dans tous les discours qu'il a prononcés. Dans son ouvrage intitulé: *Monopoly and Credit*, voici ce qu'il écrit au sujet de l'industrie et de l'embauchage, à la page 116:

Quand on aborde un problème d'ordre technique, le premier point à régler avec autant d'exactitude que possible, c'est l'objectif. Au cun ingénieur au courant des discussions qui ont lieu dans les milieux politiques et profanes sur les problèmes industriels d'aujourd'hui, ne peut manquer de constater que le problème lui-même est rarement énoncé avec clarté. Par exemple, on voit généralement dans le chômage la difficulté principale du régime industriel. Par conséquent, on donne à entendre que le régime industriel, ayant pour objet de fournir du travail, manque son but. Les dirigeants industriels, toutefois, cherchent à fournir une production donnée avec un minimum de main-d'œuvre, et de fait avec une main-d'œuvre de moins en moins abondante. C'est pourquoi ceux qui traitent d'industrie et ceux qui la dirigent effectivement se proposent des objectifs qui sont diamétralement opposés et incompatibles.

Je recommande au ministre des Finances, qui nous invite à nous entendre sur les objectifs à atteindre, de bien méditer ces paroles. Je l'ai dit il y a quelques jours à peine, elles laissent présupposer que, sur cette question de chômage, nous poursuivons deux objectifs opposés. D'un côté, nous favorisons de plus en plus l'utilisation de machines toujours plus puissantes, plus perfectionnées, plus efficaces: bientôt nous aurons recours à l'énergie atomique; nous tentons par tous les moyens de remplacer l'homme et nous y avons réussi dans une large mesure depuis quelques années. Par contre, on entend des gens réclamer à grands cris l'emploi de plus d'ouvriers. D'un côté, nous cherchons à leur supprimer du travail et, de l'autre, nous soutenons qu'il faudrait les faire travailler. Est-ce possible? Les deux contraires sont-ils compatibles? Je me contenterai de dire à mes amis libéraux et conservateurs qu'à moins de modifier leur attitude sur cette question d'embauchage ils doivent se résigner à l'accusation socialiste qui leur est lancée. Si nous voulons être logiques et raisonnables, n'allons donc pas imposer à l'entreprise privée la tâche de fournir des emplois; son domaine est la seule production. Nous devrions donc concentrer nos efforts sur la production et laisser faire l'embauchage. C'est la production qui nous intéresse, peu importe le nombre d'emplois qu'elle entraîne.

La seconde accusation qui me paraît fautive, c'est que l'industrie a refusé d'exploiter les ressources naturelles. J'ai déjà signalé que nous étions, avant la guerre, virtuellement inondés de biens. Nous avons la prétendue surproduction qui n'était en réalité que l'insuffisance de la consommation, ce qui démontre, sans l'ombre d'un doute, que l'industrie privée produit les biens en surabondance. Je concède que l'industrie veut vendre avec bénéfices, mais qui peut l'en blâmer? Dans leurs commerces, les honorables députés refusent-ils les bénéfices? Vendent-ils au prix coûtant? Le bénéfice est un motif sain et légitime. Le régime des bénéfices n'est pas que cela, c'est un système de profits et pertes. C'est là un aspect que les honorables députés de la C.C.F. ne soulignent pas très souvent. Peut-être n'ont-ils jamais placé d'argent dans l'exploitation d'un puits de pétrole ou dans une autre entreprise de ce genre. Le bénéfice est la récompense de l'initiative et du risque. Ceux qui consentent à exercer leur initiative et à courir des risques ont droit aux bénéfices. D'ailleurs, nous obéissons tous à des motifs de lucre, même les membres de la C.C.F. Chacun de nous obéit à l'idée de bénéfices et c'est par une présomption sans motif que les membres de ce parti donnent à entendre que seuls ceux qui ne sont pas de la C.C.F. s'inspirent de cette idée.